

# Tous les acteurs de l'école, parents, personnels... doivent être consultés sur son avenir. Pas de débat sans bilan d'abord

Par **ÉRIC FAVEY**, secrétaire national, délégué à l'éducation, à la culture et à la communication de la Ligue de l'enseignement.

**L**e grand «Débat sur l'avenir de l'école» est donc lancé. Cette initiative du gouvernement a clairement affiché son but: une nouvelle loi d'orientation pour le début de l'année 2005. Qui ne se réjouirait pas de voir une question d'une telle importance faire l'objet d'une profonde et sérieuse discussion de toute la société? Elle concerne directement chaque jour plus de la moitié de la population: 12,5 millions d'élèves et d'étudiants, leurs parents, près de 2 millions de professionnels de l'éducation, toutes les collectivités territoriales. Elle mobilise 7% de la richesse nationale: certains pensent d'ailleurs que cette éducation coûte trop cher... Peut-être veulent-ils essayer l'ignorance!

Mais pour ne pas décevoir, et ne pas conforter la fatalité et la résignation qui l'emportent quelquefois au sein de l'école, le débat va devoir se frayer un chemin entre le triomphe des idées reçues et la dictature de paroles d'experts. Il devra également à la fois prendre la hauteur nécessaire et s'attacher aux pratiques dans les classes. Si l'école n'appartient pas à ses professionnels, le débat doit donc faire une place réelle à tous ses acteurs – personnels, parents, élèves, élus, responsables associatifs, culturels et économiques – pour faire partager une meilleure connaissance des réalités scolaires et éducatives, faire évoluer les opinions et finalement faire consensus, car une politique publique d'éducation doit être une cause commune.

Faire progresser l'école! Telle doit être l'ambition d'un débat national. Pour cela, quel meilleur cadre que le bilan de la mise en œuvre de la loi d'orientation de 1989 qui détermine les objectifs et le fonctionnement de notre système éducatif depuis bientôt quinze ans. Car derrière certains discours nostalgiques qui fleurissent bon la «restauration» et qui prétendent que cette loi a sapé les fondements de l'école républicaine, il y a parfois l'ignorance de la loi par celles et ceux qui ont pour fonction de la mettre en œuvre, quelquefois l'impuissance à la faire entrer dans les

faits et trop souvent l'illusion d'un ordre ancien profondément injuste. Et si une part importante des progrès reconnus de notre système scolaire par le dernier avis du Haut Conseil de l'évaluation de l'école était le fait de cette loi... et une partie des difficultés actuelles à son insuffisante application? La première des priorités pour continuer à faire progresser l'école n'est-elle pas de faire appliquer la loi de 1989? Cet état des lieux, qui permettrait aussi de révéler et de mettre en valeur la qualité du travail quotidien de nombreux enseignants et de bien des équipes éducatives, va agiter un foisonnement de questions à peu près toutes déjà connues. Beaucoup convergent autour de trois thèmes principaux.

Le premier est celui de la démocratisation de la réussite scolaire. Les possibilités de promotion scolaire des enfants de milieux populaires se sont réduites et

l'école peine à ne pas se contenter de reproduire le capital culturel que chacun trouve au pied de son berceau. Cette démocratisation ségrégative de notre école s'est installée dans le contexte général d'une société où persistent les discriminations et qui peine à penser une laïcité à l'épreuve d'une plus grande diversité culturelle, une laïcité pour unir et non pour exclure. Chacun sait qu'une société qui ne se conçoit pas à partir des plus fragiles et des plus faibles de ses membres fait la part belle aux plus forts, aux «mieux-nés». Comment l'école peut-elle accueillir et faire réussir tous les élèves, dans la diversité des parcours reconnus en égale dignité?

Le deuxième thème touche au pilotage de l'institution publique qui est aussi un service public. Comment améliorer le fonctionnement afin de mettre réellement en application les principes qui le fondent: la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité.

Comment mieux satisfaire ses usagers, élèves et parents? Entre l'Etat qui peine à se déconcentrer, les collectivités dont les dépenses d'éducation croissent avec de profondes inégalités, les personnels qui ont le sentiment d'être négligés, les parents et les élèves qui se plaignent de l'opacité et parfois de l'arbitraire de l'institution et les autres acteurs éducatifs, il devient urgent de préciser la règle au seul profit des élèves qui sont bien le centre du système éducatif.

La troisième question, et c'est la plus ardue car la plus politique, est celle des contenus, en particulier de cette culture commune sans laquelle la volonté de scolarité obligatoire est un leurre. Si notre société a besoin de conjuguer diversité et unité pour assurer sa cohésion sociale et son développement en Europe et dans le monde, quels sont les contenus de cette culture commune capable d'outiller les élèves pour leur vie de citoyen, pour leurs études futures qui ne

seront pas forcément générales, capable de les inscrire dans une histoire, de la poursuivre, et de se révéler à eux-mêmes? Ce choix est difficile car il impose de déplacer des acquisitions, de choisir dans des programmes trop cumulatifs, de faire plus de place aux approches pluridisciplinaires qu'appellent toute compréhension du monde, toute activité sociale et professionnelle. Il s'agit aussi de construire une identité commune par l'école pour ne pas en laisser l'exclusivité à la télévision.

Ce débat pour l'avenir de l'école aura d'autant plus de crédit qu'il saura être attentif aux contributions pluralistes des initiatives militantes, qu'elles émanent de syndicats, de partis, d'associations. C'est la part que la Ligue de l'enseignement entend y prendre. (1) ◆

(1) La Ligue de l'enseignement organise, dans tous les départements, des forums «Pour l'école que nous voulons» avec la FCPE et le réseau Education et devenir. Le premier aura lieu au Salon de l'éducation, organisé par la Ligue de l'enseignement, du 19 au 23 novembre à Paris Expo. Rens: <http://www.salon-education.org>.